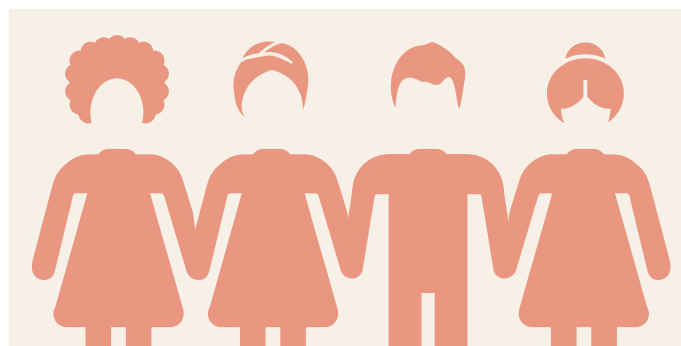


Pouvoir et potentiel :

ANALYSE COMPARATIVE DES LÉGISLATIONS ET
RÈGLEMENTATIONS NATIONALES RELATIVES AUX DROITS
DES FEMMES SUR LES FORÊTS COMMUNAUTAIRES

Synthèse



L'INITIATIVE DES DROITS ET RESSOURCES MAI 2017

L'initiative des Droits et Ressources

L'Initiative des droits et ressources (RRI) est une coalition mondiale de 15 partenaires, 7 réseaux affiliés, 14 membres associés internationaux et plus de 150 organisations locales, régionales et internationales engagées à faire progresser les droits relatifs aux terres forestières et aux ressources des peuples autochtones et des communautés locales. RRI s'appuie sur la collaboration avec les membres de la coalition et sur leur expertise pour promouvoir le respect des droits locaux sur les terres et les ressources et susciter une réforme progressive des politiques et des marchés.

RRI est coordonnée par le Groupe des droits et ressources, une organisation à but non lucratif basée à Washington, D.C. Pour plus d'informations, consultez www.rightsandresources.org/fr/.



Les opinions exprimées ici sont celles des auteurs et ne sont pas nécessairement partagées par les organisations qui ont généreusement soutenu ce travail.

Ce travail est autorisé en vertu d'un Licence Creative Commons Attribution CC BY 4.0.

Synthèse

Quelques 2,5 milliards de personnes occupent et utilisent des territoires sous gouverne collectifs dans le monde aujourd'hui. Pourtant, il est rare que les droits fonciers des femmes, qui représentent plus de la moitié de la population des peuples autochtones et des communautés locales, soient reconnus ou protégés par les lois nationales. **Bien que les normes liées au genre et la sécurité de la tenure forestière des femmes varient considérablement selon les systèmes de fonciers communautaires, la présente analyse révèle que les lois et les réglementations nationales (communément appelées « lois statutaires » régissant les droits coutumiers et communautaires) sont majoritairement injustes envers les femmes autochtones et rurales, et loin de se conformer aux exigences du droit international et des normes qui s'y rapportent, notamment en matière d'appartenance, de gouvernance, de résolution de conflits et de succession.** Les 30 pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI) analysés dans cette étude peinent à remplir leurs obligations de protéger les droits légaux des femmes en vertu de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et les normes prescrites dans les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (VGGT) et les Objectifs de développement durable. En plus d'aller à l'encontre de coutumes équitables en matière de genre chez certaines communautés autochtones et locales, le manque de protection légale pour les femmes autochtones et rurales tend à engendrer des pratiques discriminatoires qui affaiblissent les droits de ces dernières, menaçant leurs moyens de subsistance, le bien-être de leurs familles et le développement de leurs communautés.

Méthodologie

Cette analyse juridique examine la mesure dans laquelle les droits des femmes sont reconnus par les lois et les réglementations nationales relatives aux forêts communautaires dans 30 PRFI d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, représentant 78% du total mondial des forêts des PRFI. L'analyse vise à renforcer la capacité des gouvernements, des communautés, de la société civile, des organismes de développement international et des entreprises à évaluer et à prendre en compte de la façon dont les questions de genre sont appréhendées dans les lois statutaires qui régulent les régimes fonciers et forestiers communautaires. Les 30 pays analysés ont ratifié la CEDAW, et 21 d'entre eux participent au programme de Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD) dans le cadre du Fonds de partenariat sur le carbone forestier (FPCF) de la Banque mondiale. Cette étude se penche sur les dispositions constitutionnelles et les lois statutaires portant sur les forêts, les terres, les ressources naturelles, les droits de succession et d'autres domaines dans les 30 PRFI, afin de déterminer *si* et *comment* les droits forestiers des femmes sont pris en compte au sein des **régimes fonciers communautaires (RFC)** légalement reconnus. Le RFC, l'unité primaire d'analyse dans cette étude, se rapportent à un ensemble distinct de lois et réglementations nationales mises en place par la puissance publique pour régir « toutes les situations où les droits de propriété ou de gestion des ressources naturelles terrestres sont détenus au niveau communautaire ». 80 RFC ont pu être identifiés et sont examinés dans cette étude.

L'étude s'appuie sur des analyses précédentes, réalisées par RRI, sur la force et le contenu des droits forestiers des peuples autochtones et des communautés locales reconnus par la loi. Ces évaluations emploient la méthode du « faisceau de droits », qui prend comme paramètres d'étude les droits dont disposent les communautés en matière d'accès, d'extraction, de gestion, d'exclusion, d'aliénation et de procédure équitable avec juste compensation, ainsi que la durée de ces droits dans le temps. Cette étude applique une méthode similaire pour conceptualiser les droits légaux des femmes au sein des régimes fonciers communautaires par le biais de huit indicateurs juridiques essentiels à la protection des droits fonciers et forestiers des femmes : **1) l'égalité de droits garantie par voie constitutionnelle ; 2) la garantie des droits de propriété des femmes ; 3) l'appartenance ; 4) les droits de succession prévus par les lois générales ; 5) les droits de succession prévus dans des lois spécifiques aux RFC ; 6) le droit de vote (gouvernance) ; 7) l'accès à des fonctions décisionnelles (gouvernance) ; et 8) la résolution de conflits.** Trois de ces indicateurs –l'égalité de droits garantie par voie constitutionnelle, la garantie des droits de propriété, et les droits de succession dans les lois générales– sont considérés comme des **indicateurs généraux** car ils s'appliquent à *toutes* les femmes du pays, que leurs droits de propriété proviennent ou non d'un régime fonciers communautaires. Les cinq autres indicateurs juridiques –l'appartenance, les droits de succession prévus par des lois spécifiques aux RFC, le droit de vote, l'accès à des fonctions décisionnelles et la résolution de conflits– sont des indicateurs spécifiques aux RFC, car ils évaluent les droits des femmes au niveau communautaire dans chaque RFC analysé.

Cette étude ne s'intéresse pas aux pratiques communautaires proprement dites. Dans la plupart des cas, l'accès à la terre, son utilisation et son contrôle au sein des territoires autochtones et communautaires sont régis par des lois et normes coutumières qui ont pour origine les communautés elles-mêmes. Les relations entre les lois statutaires, les pratiques coutumières des communautés et la réalisation des droits fonciers des femmes sont complexes et transversales. Elles sont conditionnées par l'immense diversité culturelle des communautés, la pluralité juridique, l'influence religieuse et de nombreuses valeurs pesant sur les relations entre genres qui sont forcément spécifiques à chaque contexte. L'inadéquation des garanties légales identifiées dans cette étude est parfois alignée sur des pratiques de genre discriminatoires existant dans certaines communautés, mais, dans d'autres cas, les pratiques communautaires peuvent être tout à fait équitables, pourvues d'une solide dimension de genre, et accorder aux femmes des droits plus sûrs que les lois nationales.

Constats

Les lois spécifiques aux RTC, qui régissent le plus étroitement les interactions des femmes autochtones et rurales avec les forêts communautaires, sont sensiblement plus faibles que les protections constitutionnelles dévolues aux femmes et les dispositions de la CEDAW. Des 30 PRFI analysés, 93% interdisent par voie constitutionnelle toute discrimination de genre et/ou garantissent aux femmes une protection juridique égale à celle des hommes, et plus de la moitié disposent de lois statutaires générales qui garantissent les droits de propriété des femmes. **Cependant, seuls 3% des 80 RFC analysés comportent des dispositions sexospécifiques en matière de droits de vote pour les femmes, 5% en matière d'accès à des fonctions décisionnelles, 10% en matière de succession, 18% en matière de résolution de conflits, et 29% en matière d'appartenance.** On constate cette même disparité entre les garanties constitutionnelles et d'autres lois générales nationales relatives aux droits de succession des femmes. Bien que les constitutions de 28 pays reconnaissent l'égalité de genre et interdisent la discrimination fondée sur le genre, **moins d'un tiers des 30 PRFI analysés disposent**

de lois garantissant aux filles, aux veuves et aux femmes non mariées vivant en union consensuelle, des droits de succession égaux à ceux de leurs homologues masculins.

La fermeté avec laquelle les droits fonciers des femmes sont garantis est étroitement liée à une reconnaissance légale plus solide des droits communautaires sur les forêts. **Les RFC qui prévoient des moyens légaux reconnaissant la propriété forestière des communautés, et ceux créés dans le but explicite de reconnaître les droits communautaires, sont ceux qui comportent les meilleures protections pour les femmes.** Les RTC qui prévoient un ensemble plus limité de droits fonciers forestiers pour les communautés, et ceux qui sont établis à des fins de conservation et d'utilisation/exploitation, prévoient des protections clairement plus faibles, et ce sont les régimes de conservation qui présentent le niveau le plus faible de reconnaissance juridique des femmes, loin derrière les régimes d'utilisation/exploitation. Dans les 21 pays participant au programme REDD+ dans le cadre du FPCF, les RFC étudiés offrent des seuils de protection en matière d'appartenance, de succession, de gouvernance et de résolution de conflits qui sont en tout point comparables aux principaux constats de cette étude. Enfin, les pays signalés comme interdisant la violence domestique à composante économique, et surtout ceux qui étendent cette protection aux femmes non mariées vivant en union consensuelle, garantissent plus fermement les droits de succession des femmes au sein des RFC que les pays considérés comme dépourvus de législation sur la violence domestique.

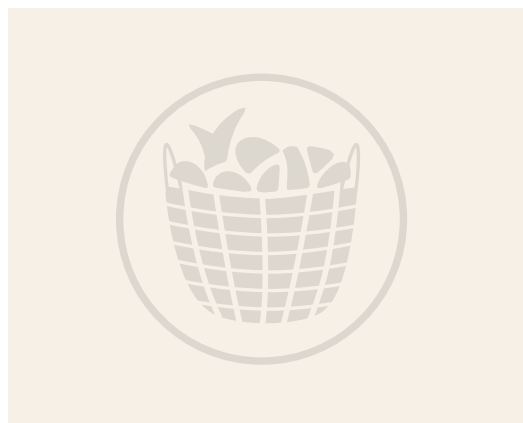
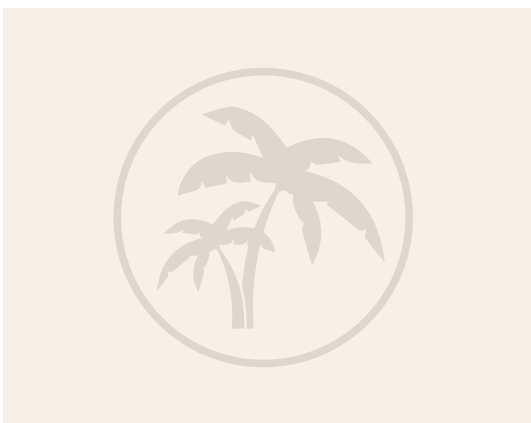
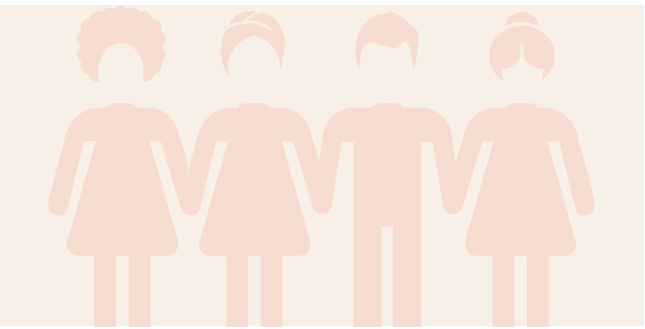
Les constats de cette étude à l'échelle régionale sont mitigés : aucune région ne devance clairement les autres en donnant aux femmes une protection uniforme et solide sur l'ensemble des huit indicateurs utilisés.

En outre, certaines conclusions régionales peuvent être le reflet de circonstances partagées par divers pays évalués, et non le signe de tendances régionales. Quoi qu'il en soit, comparés aux pays évalués en Asie et en Amérique latine, les pays d'Afrique examinés prévoient les garanties les plus cohérentes du droit de propriété des femmes et la plus forte reconnaissance de leurs droits en matière de résolution de conflits au niveau communautaire. Ils accordent par ailleurs aux femmes autochtones et rurales les droits les plus faibles en matière de succession et de vote au niveau communautaire. Toutes régions confondues, ce sont les RFC d'Asie qui offrent le niveau d'équité plus élevé en matière de droits de succession, de vote et d'accès aux arènes décisionnelles communautaires. Cependant, aucun des pays étudiés en Asie et en Afrique ne reconnaît de façon générale le droit des femmes non mariées vivant en union consensuelle à hériter des terres par voie de succession sans testament, et entre 45 et 50% des pays évalués dans les deux régions disposent d'une pluralité de régimes de succession sans testament qui ne protègent pas de façon équitable le droits de succession des femmes. Les pays étudiés en Amérique latine présentent les garanties les plus étoffées en matière de succession, ainsi que le niveau le plus élevé de reconnaissance de leurs droits d'appartenance communautaire, mais ils sont devancés par les pays d'Asie et d'Afrique en matière de résolution de conflits et d'accès à des fonctions décisionnelles au niveau communautaire, et en matière de garantie des droits de propriété des femmes dans les lois générales.

Implications

Étant donné le fossé immense qui sépare les droits reconnus aux femmes autochtones et rurales par le droit international, de ceux qui leur sont consentis par les gouvernements, il faut procéder à des réformes législatives de manière urgente pour mieux soutenir ce groupe fortement marginalisé, composé de plus d'un milliard de personnes dans le monde. Il est notamment impératif de mener des réformes statutaires des droits des femmes en matière de gouvernance et de succession, et de leurs droits au sein des RFC

dédiés à la conservation et à l'utilisation/exploitation des ressources. Les femmes ne doivent pas choisir –et ne devraient pas être forcées à le faire– entre leurs propres droits fonciers et ceux de leurs communautés. L'étude montre que le renforcement juridique du statut des femmes et celui de leurs communautés peuvent aller de pair, comme cela est d'ailleurs souvent le cas. Les enjeux sont considérables, mais le monde est de plus en plus sensibilisé à l'importance des droits fonciers des femmes, et l'on voit émerger une collaboration grandissante entre les gouvernements, les entreprises, les organisations de la société civile et les organismes chargés de promouvoir le développement, autant de signes indiquant que la protection des droits fonciers des femmes autochtones et vivant en milieu rural est à portée de main.





2715 M Street NW
Suite 300
Washington, DC 20007
www.rightsandresources.org/fr/